

## Une relance indissociable de la crise climatique

L'impact économique de la COVID-19 à l'échelle planétaire est sans précédent, avec le confinement d'une fraction importante de la population mondiale et l'arrêt complet de plusieurs secteurs d'activités. La sortie de crise sera longue, laissant entrevoir un nouveau cours normal des choses pour la société qui doit être pris en considération dans la relance économique. Ne serait-ce que par l'ampleur des moyens à déployer, cette relance est une occasion unique non seulement d'améliorer la résilience de notre système public, mais également d'envisager une économie à la fois performante, responsable et durable.

Les incertitudes sont encore nombreuses, mais la crise actuelle offre de précieux enseignements pour les années à venir :

- L'importance de reconnaître les risques, de les anticiper et d'agir de façon proactive avant d'être frappé de plein fouet par les événements;
- Le rôle essentiel du savoir scientifique et de l'accès à des données probantes et transparentes pour la prise de décision et l'acceptabilité sociale qui mènent à une action efficace;
- Éviter de politiser la crise afin que tous les décideurs et acteurs collaborent de façon concertée à la résorber.

Ces enseignements s'appliquent tout aussi bien à une crise, en partie similaire, qui persiste en parallèle : la crise climatique. Que la relance économique prenne en compte les engagements climatiques n'est donc pas une option, mais bien un moyen de contribuer à la résilience de nos systèmes et l'émergence d'une économie performante et durable.

Sortant à peine d'un exercice visant à préparer sa prochaine politique climatique, bénéficiant d'un système de santé publique et d'un important filet social ayant prouvé toute leur pertinence, sur une production d'électricité abondante et décarbonisée et sur une population réactive, le Québec est dans une position somme toute enviable pour une relance économique qui le prépare aux défis de demain.

Le présent document élaboré par des membres de l'initiative *Le climat, l'État et nous*<sup>1</sup>, propose quatre principes-cadres qui devraient guider l'élaboration du plan de relance. Ce faisant, ses signataires désirent ajouter leur voix à celles, nombreuses, qui invitent le gouvernement à une action réfléchie et structurante.

# Principes-cadres pour une relance performante, juste et durable

Les objectifs et les investissements qui seront annoncés dans les plans de relance pourraient avoir un impact majeur sur les orientations de la société pour de nombreuses années. C'est pourquoi il faut se saisir de cette crise d'une ampleur inégalée pour préparer le Québec à relever les défis de demain et non se contenter de reproduire le système qui existait avant la crise.

S'appuyant sur diverses réflexions <sup>2,3,4</sup>, quatre principes pour encadrer le plan de relance émergent :

## 1. Contrôler les dommages collatéraux et mieux partager les risques

Le gouvernement doit s'assurer de répondre à la crise en ne mettant pas davantage en danger la santé physique et mentale des citoyens ni aggravant la crise climatique et les problématiques environnementales. Il importe donc de prioriser l'aide aux travailleurs de toutes les industries touchées, mais d'éviter les subventions qui provoqueraient des dommages collatéraux tel que l'augmentation d'activités fortement polluantes ou des investissements dans les infrastructures qui accroîtraient les émissions de GES pour les décennies à venir. Les subventions et les aides devraient être accompagnées de conditions visant à orienter les investissements qui vont décarboniser ces secteurs et à mieux répartir les risques entre les citoyens et les divers acteurs de la société.

## 2. Saisir les occasions qu'offre la réponse à la crise actuelle

Les prochaines annonces d'investissements peuvent viser à relancer l'emploi dans des projets « prêts à démarrer » qui réduisent à la fois les émissions de GES, sont adaptés aux risques climatiques et améliorent la santé et la sécurité publiques. La relance ciblera vraisemblablement des secteurs à forts effets levier, tels que ceux de la construction et de la réfection des bâtiments. Il faut soutenir l'innovation et saisir les occasions que la réponse à la crise actuelle apporte et qui favorisent la carboneutralité (dépenses locales, chaînes d'approvisionnement raccourcies, restructuration du travail via le télétravail), l'économie verte et qui encouragent l'accélération de projets d'infrastructures (pistes cyclables, offre accrue de transport en commun favorisant la distanciation sociale, optimisation des parcours et de l'offre des services de livraison qui se sont développées durant la crise).

## 3. Prévoir ensemble les prochaines crises sanitaires et climatiques en développant notre capacité de résilience

La relance ne peut se penser en vase clos, elle doit impliquer l'ensemble des citoyens dans un débat public qui respecte l'effort déployé. Dès à présent, le gouvernement peut co-construire avec les acteurs du milieu des programmes efficaces visant à combler des lacunes évidentes de notre société, incluant améliorer la gestion de l'eau et des risques d'inondations en particulier, repenser la gestion des matières recyclables et résiduelles, soutenir les infrastructures intelligentes sobres en carbone qui aideront à accélérer la mise en œuvre de la transition énergétique, favoriser le développement d'une économie circulaire. S'attaquant aux

faillies observées, malgré les soutiens massifs de l'État, dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'accès à la nourriture et aux services de communication, il faut aussi profiter de la relance pour renforcer les réseaux physiques et sociaux afin de mieux résister à de prochaines crises : établir des services et une gouvernance de proximité, développer et déployer les outils technologiques pour assurer une justice et une administration résiliente, adapter les milieux de vie aux risques climatiques, soutenir les populations vulnérables notamment par la construction de logements à loyers abordables.

#### 4. Instaurer des mécanismes efficaces de reddition de compte et de suivi

Tous les effets collatéraux du plan de relance ne peuvent être évalués avant que celui-ci ne soit déployé. Le gouvernement doit donc prévoir, dès maintenant, des mécanismes de suivi et de reddition de compte qui permettront d'apporter rapidement des modifications et des corrections afin de favoriser sur le long terme un développement économique durable avec une faible intensité de carbone pour le Québec. En parallèle, il serait utile de développer des programmes de soutien à la recherche stratégique et sur les risques qui permettront d'orienter les investissements, les programmes et les choix gouvernementaux au cours des prochaines années.

## Signataires

### **Normand Mousseau**

Professeur titulaire, Département de physique,  
Université de Montréal / Directeur académique,  
Institut de l'énergie Trottier – Polytechnique  
Montréal

### **Louis Beaumier**

Directeur exécutif, Institut de l'énergie Trottier –  
Polytechnique Montréal

### **Pascale Biron**

Professeure titulaire, Département de géographie,  
Université Concordia

### **Stéphane Paquin**

Professeur, École nationale d'administration  
publique

### **Marie-Christine Therrien**

Professeure, École nationale d'administration  
publique / Directrice, Cité-ID LivingLab  
Gouvernance de la résilience urbaine

### **Julien Beaulieu**

Chercheur titulaire, Centre de transfert  
technologique en écologie industrielle

### **Catherine Beaudry**

Professeure titulaire, Polytechnique Montréal  
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la  
création, le développement et la commercialisation  
de l'innovation

### **Luc Bernier**

Professeur titulaire, Faculté des sciences sociales,  
Université d'Ottawa  
Titulaire de la Chaire Jarislowsky en gestion dans le  
secteur public

### **Roger Lanoue**

Expert en management stratégique, en énergie et  
en accessibilité d'eau potable

### **Catherine Potvin**

Professeure, Département de Biologie, Université  
McGill

### **Johanne Whitmore**

Chercheuse principale, Chaire de gestion du secteur  
de l'énergie – HEC Montréal

### **Catherine Choquette**

Professeure de droit, Université de Sherbrooke

**Jérôme Dupras**

Professeur, Département des sciences naturelles,  
UQO / Chercheur à l'Institut des sciences de la forêt  
tempérée (ISFORT)

**Maya Jegen**

Vice-doyenne à la recherche, UQAM

**Simon Langlois-Bertrand**

Professeur adjoint, Département de science  
politique, Université Concordia

**Daniel Normandin**

Directeur exécutif, Institut EDDEC

**Marc-Urbain Proulx**

Professeur, UQAC / Centre de recherche sur le  
développement territorial

**Jean-Philippe Waaub**

Professeur titulaire, Département de géographie,  
UQAM

**Luc Godbout**

Professeur titulaire, Chaire en fiscalité et en  
finances publiques de l'université de Sherbrooke

**Marcelin Joanis**

Professeur titulaire, Polytechnique Montréal

**Thierry Lefèvre**

Professionnel de recherche, Université Laval / Co-  
coordonnateur du regroupement Des Universitaires

**Martin Papillon**

Professeur agrégé, Université de Montréal /  
Directeur, Centre de recherche sur les politiques et  
le développement social

**Patrick Provost**

Professeur titulaire, Université Laval / Co-  
coordonnateur du regroupement Des Universitaires

## Annexe : Quelques exemples de mesures et d'actions à court terme en accord avec les principes-cadres

La liste qui suit vise à rendre plus concrets les principes-cadres énoncés ci-dessus ; elle n'est ni exhaustive ni chiffrée.

- Mettre en place dès maintenant et accélérer le déploiement du programme d'électrification élaboré au cours des derniers mois:
  - Lancer un programme d'électrification du chauffage des bâtiments commerciaux et institutionnels qui inclut l'efficacité énergétique
  - Soutenir l'électrification des véhicules en favorisant les emplois locaux: autobus électriques, camions de livraison électriques, bornes de recharge
- Déployer le transport actif et public:
  - Lancer un programme de soutien au transport actif: aide à l'achat de vélos à assistance électrique, déploiement accéléré de pistes cyclables en ville et en région (avec révision du code de la route pour faciliter l'utilisation du vélo)
  - Accélérer la construction d'infrastructures lourdes de transport en commun : REM, tramways, voies réservées
- Soutenir le télétravail:
  - Compléter l'accès au réseau internet haute vitesse à travers le Québec
  - Soutenir l'électrification de la flotte des services de livraison qui se multiplient
  - Soutenir le développement d'outils québécois sécurisés et adaptés
  - Faciliter le déploiement de nouveaux services d'appui au télétravail
- Mettre sur pieds un nouveau programme de sécurité alimentaire:
  - Soutenir le déploiement de serres avec chauffage vert
  - Valorisation du travail agricole
- Favoriser une reforestation réfléchie et un usage des terres en friche en zones périurbaines pour bien planifier les développements résidentiels et commerciaux/ gestion des forêts innovante et aménagement des villes conçu pour réduire les îlots de chaleur en été
- Encourager les industries à travailler au développement de technologies vertes
- Soutenir un recyclage plus efficace, à la fois en qualité et en réduisant la chaîne d'utilisation dans une approche d'économie circulaire
- Profiter des faibles prix du pétrole pour éliminer les subventions directes et indirectes à l'utilisation des produits pétroliers et soutenir les investissements dans les alternatives à partir de ces montants (qui représentent plusieurs centaines de millions \$ au Québec)

- 
- <sup>1</sup> Le climat, l'État et nous – repenser l'action publique en environnement. <http://iet.polymtl.ca/climat-etat-nous/>
- <sup>2</sup> Dan Lashof, *US Coronavirus Response: 3 Principles for Sustainable Economic Stimulus*, World Resources Institute, 20 mars 2020. <https://www.wri.org/blog/2020/03/coronavirus-US-economic-stimulus>
- <sup>3</sup> Dickon Pinner, Matt Rogers et Hamid Samandari, *Addressing climate change in a post-pandemic world*, McKinsey, avril 2020. <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/addressing-climate-change-in-a-post-pandemic-world>
- <sup>4</sup> K. Mayrand et autres, *Proposition de mesures de soutien à l'économie québécoise en vue de compléter un plan national de relance*, 3 avril 2020. [http://copticom.ca/wp-content/uploads/2020/04/COVID-19-Lettre-PM-et-Mesures-de-soutien-et-de-relance\\_FINAL.pdf](http://copticom.ca/wp-content/uploads/2020/04/COVID-19-Lettre-PM-et-Mesures-de-soutien-et-de-relance_FINAL.pdf)

**Pour plus d'informations:**

Normand Mousseau  
[normand.mousseau@umontreal.ca](mailto:normand.mousseau@umontreal.ca)